

PATRICK IMAM

«Si tout va bien, le FMI débloquera 45 millions de dollars en décembre»

«**Comme à son habitude, le Représentant résident du Fonds monétaire international fait un point après le départ de la mission d'évaluation du programme FEC**»

Quelle a été la conclusion de cette mission qui a été relativement discrète tout au long de son séjour?

La mission qui vient de séjourner dans le pays avait pour principal objectif d'entreprendre la deuxième revue du programme du gouvernement appuyé par la Facilité élargie de crédits (FEC). L'évaluation a permis de constater que la mise en œuvre du programme reste satisfaisante dans l'ensemble. Madagascar a respecté tous les critères de performance quantitatifs assignés au programme ainsi que les repères structurels même si quelques-uns ont subi de légers retards dans leur exécution. La situation économique reste également positive avec un taux de croissance qui se trouverait plus ou moins au même niveau que l'année dernière. Et ce, malgré les aléas climatiques du début de l'année. L'inflation, qui s'était emballée au cours du premier semestre pour les mêmes raisons, est projetée de descendre jusqu'à 8% d'ici la fin de l'année.

D'importants progrès ont été réalisés en termes de collecte de recettes et les autorités ont été même jusqu'à dépasser les objectifs qui ont été fixés dans le programme. Les autorités monétaires du pays ont également bien su gérer les effets du choc positif lié à la forte augmentation du prix de la vanille. Ce qui a permis au pays d'accumuler davantage de réserves en devises tout en limitant l'appréciation de la monnaie nationale, où une trop grande variation pourrait avoir des effets importants sur la compétitivité de la branche exportatrice du pays.

Néanmoins, la mission a sans doute émis des remarques ?

Malgré ce tableau positif, cependant, une certaine détérioration au niveau de la composition et de la qualité des dépenses publiques a été notée pour cette année. En effet, il y a eu beaucoup d'imprévus dans les dépenses salariales tandis que l'exécution des dépenses d'investissements financées par les ressources extérieures s'avère plus

lente que prévue. Les autorités ont déjà pris des mesures pour résoudre ces problèmes à travers une augmentation des recettes collectées et une maîtrise des autres postes de dépenses.

Le budget 2018 a également été abordé au cours de la mission. Bien que les discussions aient bien avancé sur la question, il reste encore quelques points à régler concernant notamment le financement du gap qui subsiste pour le moment. Ainsi, il a été convenu avec les autorités de poursuivre les discussions de manière à laisser le temps à ces dernières d'identifier les moyens pour clore ce gap. En ce sens, le Fonds encourage les autorités à poursuivre leurs efforts pour mobiliser davantage de ressources fiscales mais aussi et surtout pour améliorer la qualité de ses dépenses, particulièrement par un accroissement des dépenses d'investissements publics, un meilleur contrôle de la masse salariale et finalement une réduction des dépenses de transfert.

La JIRAMA et Air Madagascar font partie des points les plus suivis, la situation est-elle satisfaisante pour le FMI?

Les cas de ces deux entreprises publiques ont effectivement fait l'objet de discussions. Pour ce qui est de la JIRAMA, la mission a constaté que les réformes vont dans la bonne direction et la situation financière de la société commence à s'améliorer progressivement. Malgré quelques retards encourus dans la mise en œuvre de certaines mesures prévues, les réformes dans son ensemble semblent avancer avec un meilleur recouvrement des recettes, une meilleure maîtrise des coûts et une gestion beaucoup plus améliorée grâce aux changements opérés et en cours au niveau du management de la société. Tout cela fait que la société reste confiante sur le fait que le montant de transfert budgétaire qui lui est alloué cette année serait suffisant et qu'aucun besoin additionnel n'est à prévoir.

En ce qui concerne la compagnie Air Madagascar,



des avancées par rapport à la signature du contrat de partenariat stratégique avec la compagnie Air Austral sont également notées. Les discussions entre les deux parties se poursuivent et d'après notre compréhension, la signature interviendra très prochainement une fois que les deux parties se mettent d'accord sur les questions techniques et financières restantes. Les autorités ont déjà identifié le mécanisme de résolution de la dette à mettre en place. Elles ont également déjà consacré dans le budget de cette année le montant nécessaire pour apurer les dettes passées de la compagnie. Sur cette base, la compagnie semble être sur la bonne voie pour régler ses problèmes financiers.

Quelles seront les perspectives économiques de l'année prochaine et à moyen terme ? Et quels sont les risques y afférents?

Les perspectives économiques pour l'année prochaine restent bonnes pour le moment. Le taux de croissance est prévu s'accroître jusqu'à 5.1% en 2018 grâce à un rebond des activités au niveau des investissements publics et

du secteur de l'agriculture. Sur le moyen terme, il devrait rester stable aux environs de 5% sous l'impulsion des investissements publics qui catalyseront à leur tour les investissements privés. Quant à l'inflation, elle continuera progressivement sa tendance baissière l'année prochaine et dans le moyen terme.

Etant un pays fortement exposé aux aléas climatiques avec des institutions encore fragiles, ces perspectives restent, cependant, conditionnées par l'absence de chocs majeurs, comme le cyclone ou la sécheresse, et avec la capacité du pays à accroître les investissements publics. À cela s'ajoute sa capacité à maintenir la stabilité politique vu que le pays se trouve dans un tournant important de sa vie politique l'année prochaine avec la tenue de l'élection présidentielle.

D'autres facteurs de risques doivent être également pris en compte. Il y a les retards dans la mise en œuvre des réformes prévues au niveau des entreprises publiques qui n'iront pas dans le sens de la réduction des transferts budgétaires à leurs endroits. Il y a aussi les facteurs de risques de sources extérieures tels que la diminution des

prix des principaux produits d'exportations du pays, ou la hausse des prix des produits pétroliers.

Peut-on espérer le déblocage de la troisième tranche à la fin de l'année?

Le déblocage ou non de la 3^{ème} tranche de l'appui financier au titre du FEC dépendra essentiellement de la décision que prendra le Conseil d'Administration du Fonds quand il se réunira au mois de décembre prochain pour examiner les conclusions de la seconde revue du programme. Il est difficile de se prononcer maintenant si les fonds vont être débloqués ou pas car cela revient à anticiper de la décision du Conseil.

Dans le cas où le Conseil livrera son feu vert en donnant son approbation aux résultats de la mission, le pays bénéficiera d'un décaissement de l'ordre de 31.4 millions de DTS, soit environ 45 millions de dollars qui viendront renforcer les réserves internationales en devises au niveau de la Banque centrale de Madagascar.

PROPOS RECUEILLIS PAR
MAHEFA RAKOTOMALALA